



TÉLÉPHONE PORTABLE OBJET PRATIQUE – PRATIQUES ABJECTES

1 Matières premières

Lire page 4



En quelques années, la Suisse est devenue l'une des principales plaques tournantes du négoce des matières premières dans le monde. Plus d'une tonne de matières premières sur cinq est commercialisée depuis la Suisse. Parmi les douze plus grands négociants de matières premières, onze ont d'importantes filiales en Suisse.

2 Production

Lire page 6



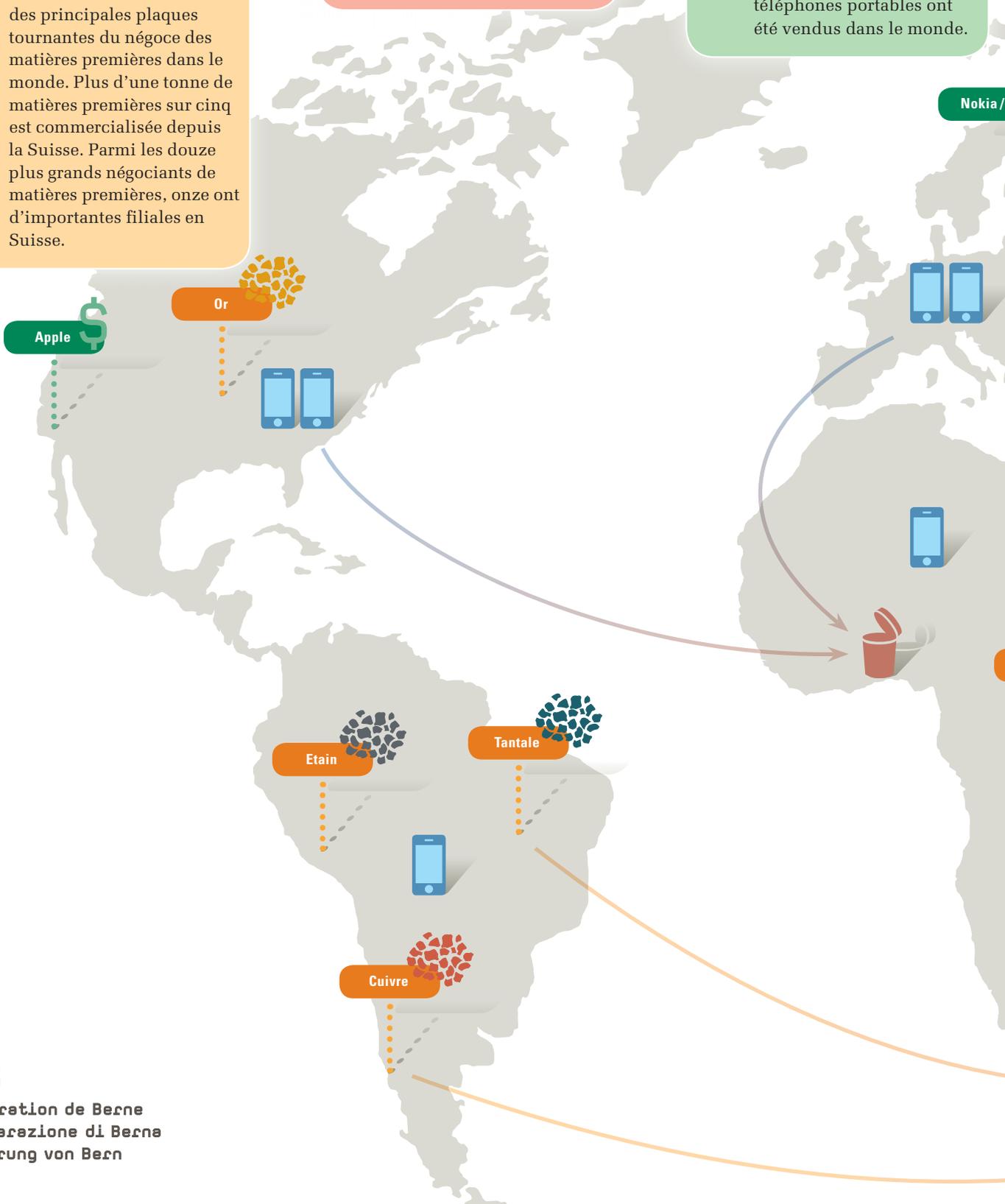
Près de la moitié des téléphones portables sont fabriqués en Chine.

3 Commercialisation

Lire page 8



En 2012, 1,7 milliard de téléphones portables ont été vendus dans le monde.



4

Consommation

Lire page 10



Quelque 6,8 milliards de téléphones portables sont en service dans le monde.

5

Elimination/ recyclage

Lire page 12



Chaque année, environ 40 millions de tonnes de déchets électroniques sont produites dans le monde.

6

Comment agir?

Lire page 14



1

Matières premières

Les « minerais du sang », au cœur de toutes les convoitises

Pour fabriquer un téléphone portable, il faut environ 60 matériaux différents. Une part importante des matières premières utilisées provient de pays en développement et est souvent produite dans des conditions inhumaines et avec des effets dévastateurs pour l'environnement. Les violations des droits humains sont monnaie courante. Pourtant, il est impossible de savoir d'où proviennent exactement les métaux qui se trouvent dans nos téléphones portables.

Travail des enfants

Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail, un million d'enfants de par le monde travaillent dans l'industrie minière.

— Les matières premières ont une importance fondamentale pour l'économie mondiale et sont au cœur des enjeux politiques et géostratégiques. Pourtant, la population des pays en développement qui possèdent d'importantes richesses minières continue de vivre dans une extrême pauvreté. L'absence de législations contraignantes, combinée aux tactiques d'évasion fiscale des grandes entreprises, ainsi que la corruption qui règne au sein des gouvernements expliquent cette malédiction des matières premières. Au lieu de profiter des richesses de leur sous-sol, les populations locales sont souvent victimes des conséquences désastreuses de l'exploitation des matières premières.

Des conflits sanglants

La convoitise des richesses minières provoque de nombreux conflits entre les Etats, mais aussi entre différents groupes d'intérêt dans un même pays. Et, bien souvent, on ne laisse aux communautés indigènes que les miettes. En revanche, pour permettre l'exploitation des minerais, les populations locales sont chassées de leurs terres ou n'ont plus accès à l'eau potable. L'industrie minière contribue au financement de nombreux conflits armés. Ainsi, en République démocratique du Congo (RDC), tant les rebelles que l'armée tirent profit de la vente des métaux issus des mines qu'ils contrôlent. Lorsqu'on évoque les « minerais du sang », on fait

en particulier référence au tantale, à l'or, au tungstène et au zinc qui proviennent du Kivu en RDC et des pays avoisinants.

Un travail harassant et dangereux

Le travail dans l'industrie minière est pénible, dangereux et souvent mal rémunéré. Le contact avec des substances toxiques, comme le mercure, utilisé notamment pour l'extraction de l'or, ainsi qu'avec des poussières et le surmenage sont à l'origine de graves problèmes de santé. De plus, dans les puits étroits et peu sûrs des petites concessions minières, les accidents sont légion. Les ouvriers qui travaillent dans les mines artisanales n'ont aucun revenu assuré. Leur salaire dépend de leur rendement et de la part que se réserve le propriétaire de la mine. Dans les petites industries minières, le travail des enfants est aussi très répandu.

Destruction de l'environnement

Pour l'extraction des métaux à ciel ouvert, l'industrie minière détruit des surfaces gigantesques, afin d'accéder aux couches rocheuses qui contiennent les minerais. Les besoins en eau et en électricité sont énormes. En outre, des produits chimiques hautement toxiques, comme le cyanure, sont souvent utilisés pour détacher les métaux de la roche. Les sols et les cours d'eau sont très souvent pollués, ce qui engendre des maladies et prive les populations locales de leurs revenus.

La fabrication d'un téléphone portable ne nécessite que de petites quantités de métaux.

Pour fabriquer les 1,8 milliard de portables

vendus en 2011, il a fallu plus de 16 000 tonnes de cuivre,

6800 tonnes de cobalt **et 43 tonnes** d'or.

Initiatives pour plus de transparence

A

Les minerais du sang

Etats-Unis

En 2010, le Congrès états-unien a créé des bases légales qui exigent des entreprises qu'elles fassent davantage attention aux minerais liés aux conflits armés (Dodd Frank Act, Section 1502). Dès le mois de mai 2014, les entreprises états-uniennes cotées en Bourse doivent déterminer d'où proviennent les minerais qu'elles transforment et si ces ressources sont problématiques quant à leur lien avec des conflits armés. La Commission européenne travaille sur un projet similaire et présentera ses travaux à la fin de 2013. Selon les informations fournies par le commissaire européen en charge du dossier, la réglementation proposée sera plus complète et ne devrait pas se limiter à la RDC, mais inclure d'autres zones de conflit.

B

Transparence des paiements

Plus de 600 organisations non gouvernementales (ONG), dont la DB, s'engagent, au sein du réseau Publiez ce que vous payez (www.publishwhatyoupay.org), pour plus de transparence dans le secteur des matières premières. Les entreprises minières et pétrolières doivent rendre publics leurs revenus et les montants qu'elles versent au fisc. En outre, plus de transparence doit régner sur l'octroi de concessions. L'Extractive Industries Transparency Initiative (EITI, en français ITIE) est une coalition composée de gouvernements, d'entreprises et d'ONG. Elle a pour objectif de lutter contre le détournement des bénéfices issus de l'exploitation des matières premières en s'engageant pour plus de transparence. Tout pays qui possède des matières premières peut devenir membre de l'initiative. Par son adhésion, il s'engage à garantir que les entreprises publient leurs paiements dans ce secteur et que l'État rende public le montant des recettes liées aux matières premières (www.eiti.org).

Photo : Sven Torfinn / Panos



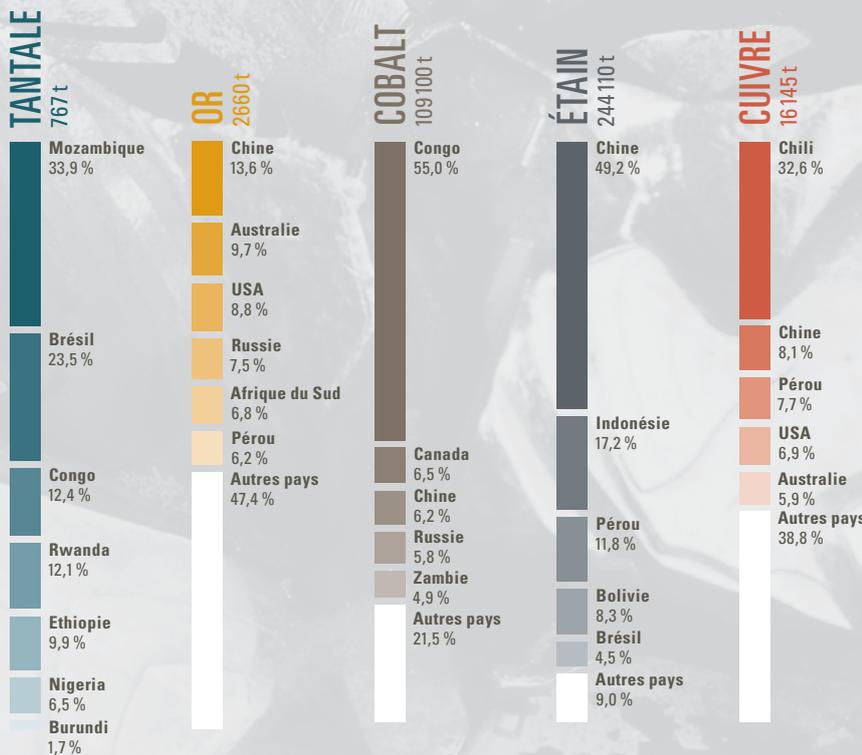
De jeunes mineurs dans une mine de cuivre à Lubumbashi (RDC).

Photo : Robert Wallis / Panos



Des femmes traversent ce qui était autrefois des terres arables, aujourd'hui détruites par l'industrie minière (Inde).

Principaux pays producteurs de métaux rares utilisés dans la fabrication des téléphones portables (2011)



Tantale

Le tantale est un métal résistant à la chaleur et à la corrosion des acides qu'on trouve notamment dans le coltan, qui est un métal rare (columbite-tantalite). Il est utilisé pour stocker des charges électriques (condensateurs). Et 50% à 60% du tantale extrait dans le monde est utilisé dans l'industrie électronique.

Or

L'or est utilisé pour les contacts dans les circuits imprimés et dans les puces électroniques.

Cobalt

Le cobalt est employé dans les accumulateurs des téléphones portables et des autres appareils mobiles ainsi que dans les batteries des voitures hybrides.

Etain

Pour fabriquer les puces et d'autres pièces des circuits imprimés des téléphones portables, une pâte à braser à base d'étain est nécessaire.

Cuivre

Le cuivre, qui possède de bonnes conductivités électriques, est utilisé avec d'autres métaux pour les contacts dans les circuits imprimés des téléphones portables.

2

Production

Exploitation à la chaîne

Près de la moitié des téléphones portables sont produits en Chine. Toutefois, depuis que les coûts salariaux augmentent dans ce pays, la production est de plus en plus souvent délocalisée dans d'autres contrées asiatiques, notamment au Vietnam et en Inde. Le plus souvent, les conditions de travail sont très précaires.

Des journées de travail sans fin pour un salaire de misère

Dans l'industrie électronique, les ouvrières et les ouvriers travaillent en général entre huit et onze heures par jour, six jours par semaine (horaires de travail normaux). Ils font, en sus, d'innombrables heures supplémentaires. Dans certains cas, ils n'ont pas le choix. Dans d'autres cas, les employés « sont volontaires » pour faire des heures supplémentaires, car le salaire de base ne suffit pas pour survivre. Durant les périodes où il y a beaucoup de travail, les ouvriers doivent renoncer à leur jour de congé et travailler plus de onze heures par jour. Les frais de logement (des dortoirs étroits qui comptent jusqu'à 12 lits) et de nourriture sont déduits de salaires déjà misérables. Si un employé commet une erreur, s'il enfreint une règle, s'il s'endort sur son lieu de travail ou s'il a un malaise, il encourt une pénalité pécuniaire.

Des conditions de travail d'un autre âge

Le travail à la chaîne, particulièrement monotone, s'accompagne de nombreuses interdictions : il est défendu de parler et, pour aller aux toilettes ou pour boire de l'eau, il faut demander la permission à un supérieur. Les pauses sont courtes et parfois supprimées arbitrairement. On engage de préférence des jeunes femmes qui ne sont pas

mariées – en Chine, souvent des ouvrières migrantes –, car elles acceptent de travailler pour un salaire extrêmement bas. Les syndicats, lorsqu'il y en a, sont souvent contrôlés par les cadres de l'entreprise et leurs droits sont fortement limités. Si des employés s'engagent pour améliorer les conditions de travail, on menace de les licencier.

De graves risques pour la santé

Divers produits chimiques toxiques sont utilisés dans la fabrication des téléphones portables. Les ouvriers et les ouvrières n'ont souvent aucun moyen de se protéger de ces produits, car les vêtements adéquats et les formations quant à la sécurité manquent cruellement. Les contacts réguliers avec des produits chimiques engendrent des maladies de la peau et des voies respiratoires, des insuffisances hépatiques et des cancers. Chez les femmes enceintes, ils peuvent provoquer des fausses couches ou nuire à la santé de l'enfant à naître. De plus, les mouvements répétitifs, la mauvaise aération et le bruit peuvent aussi causer des problèmes de santé. Enfin, les risques d'accidents sont importants en raison des journées de travail trop longues et de la pression exercée sur les travailleurs pour qu'ils soient compétitifs.

Les employés de Pegatron, un fournisseur d'Apple situé à proximité de Shanghai, gagnent 1,5 dollar de l'heure, soit 268 dollars par mois (sans heures supplémentaires).

C'est moins de la moitié du revenu local moyen, qui se monte à 764 dollars, et bien au-dessous de ce qui serait nécessaire pour survivre à Shanghai.

A

Foxconn – une entreprise qui défraie la chronique

Taipei, Taiwan

L'entreprise Foxconn – officiellement Hon Hai Precision Industry –, dont le siège est à Taiwan, fabrique près de 40% des produits électroniques vendus dans le monde. Elle emploie plus d'un million et demi de personnes. En Chine, avec environ un million d'employés, elle est le premier employeur privé. Foxconn possède aussi des sites de production en Inde, aux Etats-Unis, au Mexique et en Europe. Apple est l'un de ses principaux clients, mais d'autres entreprises connues, comme Nokia, Sony ou Motorola, font également fabriquer leurs produits par Foxconn. Depuis plusieurs années, l'entreprise est sous le feu de la critique : en 2010, 14 de ses employés se sont donné la mort en quelques semaines. Foxconn nie le fait que les mauvaises conditions de travail soient à l'origine de ces suicides. Bien que le groupe ait en partie relevé les salaires depuis 2010 et travaille, en collaboration avec Apple et Fair Labor Association, à des améliorations, il n'en finit pas de faire la une des journaux : travail des enfants, passages à tabac et grèves sont des faits récurrents. Au printemps de 2013, trois employés se sont de nouveau suicidés. Malheureusement, Foxconn n'est pas une exception : les conditions de travail dans les usines de Samsung ou dans des entreprises comme Pegatron ou Riteng sont tout aussi précaires, et pas seulement en Chine.

Photo : Bobby Yip / Reuters



B

La zone économique spéciale de Nokia au sud de l'Inde

Sriperumbudur, Inde

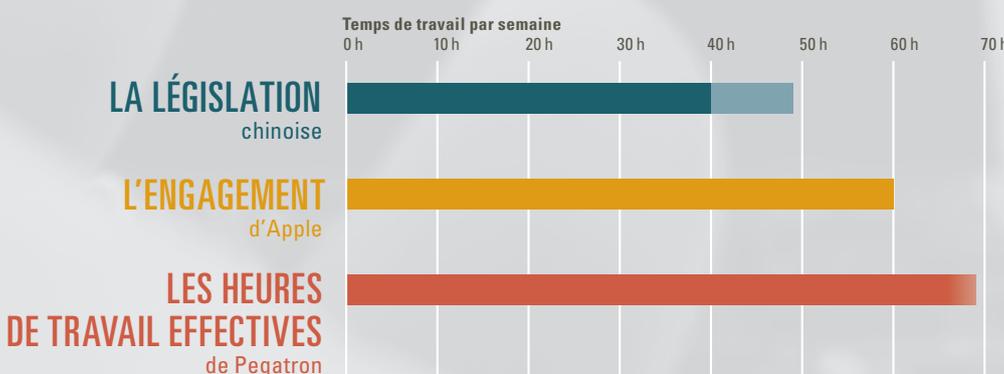
Les « zones économiques spéciales » sont des régions créées par les gouvernements pour attirer des investisseurs. Dans ces zones, les entreprises bénéficient d'avantages, notamment d'allègements fiscaux et commerciaux. Environ 25 000 personnes travaillent dans la zone économique spéciale de Nokia, située non loin de Sriperumbudur, au sud de l'Inde. Nokia peut importer des composants dans cette zone sans payer de droits de douane et exporter dans une large mesure les produits finis sans payer d'impôts. Pendant les cinq premières années, l'électricité a été fournie gratuitement à l'entreprise, qui bénéficie aujourd'hui d'un tarif préférentiel. Pour la location des 850 km² de terrains qu'elle utilise, Nokia paie un bail symbolique d'une roupie par an. Bien que, formellement, toutes les lois indiennes du travail s'appliquent dans la zone de Nokia, des réglementations spéciales limitent le droit d'organisation et de négociations collectives. Les grèves doivent être annoncées 14 jours à l'avance et arrêtées dès le début des tractations. Au vu des énormes pertes que cela représente pour l'Etat, d'aucuns se demandent, à raison, si les avantages octroyés pour la seule création de places de travail se justifient – d'autant plus si les droits du travail ne sont pas respectés.

Photo : Sheng Li / Reuters



Dans une usine de Foxconn, des travailleuses montent des caméras pour téléphones portables, qui seront exportées en Afrique.

Horaires de travail en Chine



La loi chinoise sur le travail établit que le temps de travail hebdomadaire est de 40 heures et limite le nombre d'heures supplémentaires à 36 par mois.

Apple s'engage à limiter le temps de travail hebdomadaire à 60 heures.

Pourtant, chez Pegatron, le temps de travail varie entre 66 et 69 heures par semaine.

3

Commercialisation

Les dérives de la surconsommation

Afin de fidéliser leur clientèle, les opérateurs multiplient les offres d'abonnement qui comprennent soit un nouvel appareil « gratuit », soit un prix symbolique. Ces pratiques commerciales agressives poussent à la surconsommation et au remplacement prématuré de téléphones en parfait état de marche.

Sur le marché de la téléphonie mobile, la concurrence est rude. Les entreprises qui n'arrivent pas à être toujours à la page (l'évolution est rapide) ou à résister à la pression des coûts font faillite. Celles qui tardent à identifier une nouvelle tendance perdent d'importantes parts de marché (c'est ce qui est arrivé à Nokia avec les smartphones). De nombreux grands fabricants se concentrent sur la recherche et le marketing, sous-traitant la fabrication de leurs produits. Alors que des entreprises, comme Apple et Samsung, dégagent d'importantes marges bénéficiaires, les fournisseurs travaillent le plus souvent avec une grande pression sur les délais et les coûts, qu'ils répercutent sur leurs employés.

La responsabilité des opérateurs

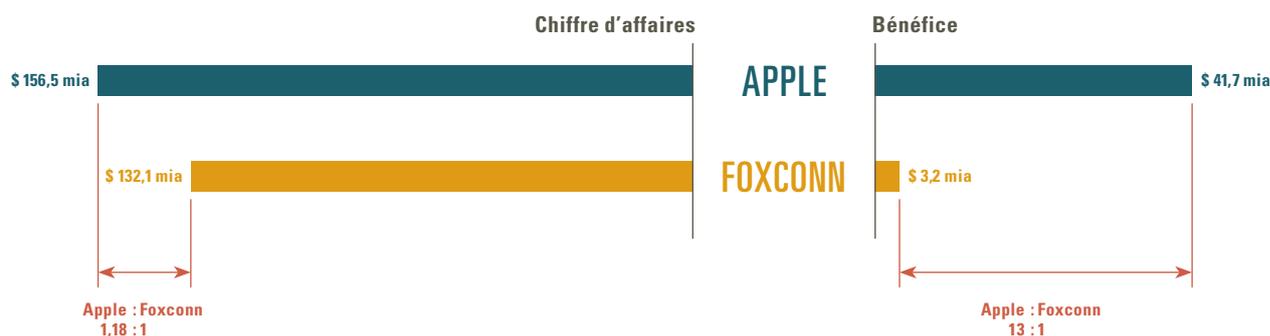
Les fabricants ne sont pas les seuls à avoir une influence sur le genre d'appareils que nous achetons : les fournisseurs de prestations de téléphonie mobile jouent aussi un rôle. Qu'il s'agisse de Swisscom, d'Orange, de Sunrise ou d'un autre

opérateur, le principe est le même : on vous offre un appareil à un prix symbolique pour autant que vous concluez un contrat. Par ailleurs, de nombreux opérateurs offrent un nouveau téléphone portable à qui prolonge son contrat. Or, ils ne le font que dans le but de fidéliser leurs clients et ont tout intérêt à ce que ceux-ci utilisent des appareils aussi modernes que possible. En effet, plus un téléphone est moderne, plus il offre de fonctions, dont l'utilisateur se sert, et plus gros cela rapporte au prestataire de téléphonie mobile. De par leurs pratiques commerciales et leurs messages publicitaires (par exemple : « Tu veux toujours la dernière nouveauté ? Chez nous tu peux »), les opérateurs ont une part de responsabilité dans le fait que, dans nos contrées, on change de téléphone tous les douze à dix-huit mois, alors que nos appareils pourraient encore fonctionner longtemps. A noter qu'il est possible, chez différents opérateurs, de demander un rabais sur une facture au lieu d'obtenir un nouvel appareil.

Les sous-traitants mis sous pression

La liste « Fortune Global 500 », qui paraît chaque année, classe les 500 entreprises les plus importantes du point de vue de leur chiffre d'affaires. Selon le classement de 2013, Foxconn occupe la 30^e place, avec un chiffre d'affaires de 132,1 milliards de dollars, et Apple la 19^e place, avec 156,5 milliards de dollars, soit environ 18% de plus que son sous-traitant.

Si l'on observe attentivement les bénéfices réalisés par les deux entreprises, on constate en revanche que, au cours de l'exercice 2012-2013, Apple a réalisé 13 fois plus de bénéfices (41,7 milliards de dollars) que Foxconn (3,2 milliards de dollars).



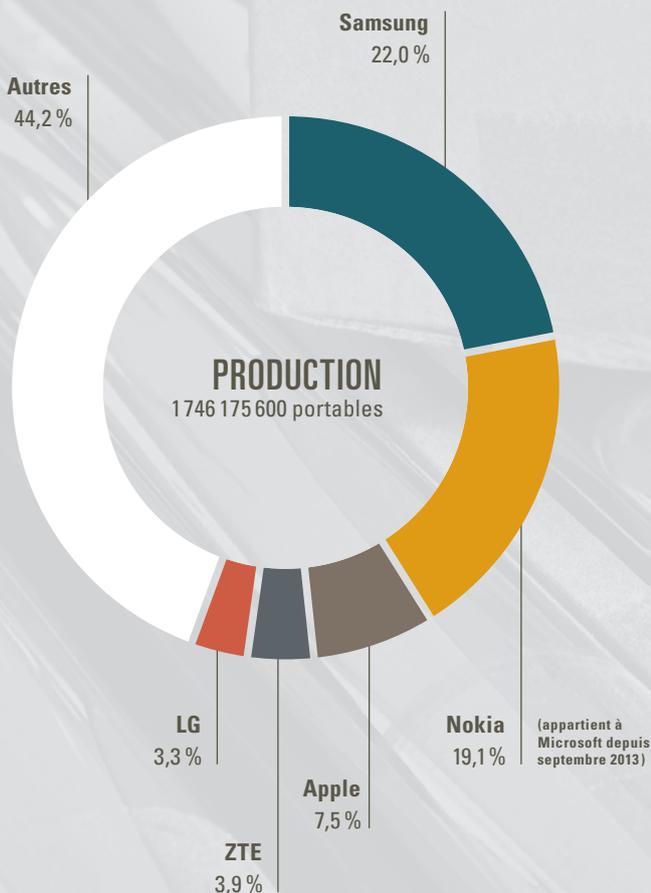
A

Deux initiatives patronales volontaires : la GeSI et l'EICC

En réaction aux critiques des mauvaises conditions de travail et des problèmes environnementaux causés par l'industrie, des entreprises des secteurs de l'électronique et de la communication ont fondé en 2001 la Global e-Sustainability Initiative (GeSI). Cette initiative compte une trentaine de membres, dont notamment Microsoft, Blackberry, Swisscom et Orange.

Une autre initiative en faveur de la durabilité dans ces mêmes secteurs est née en 2004 : il s'agit de l'Electronic Industry Citizenship Coalition (EICC), qui compte actuellement 80 membres, dont Apple, Samsung, Foxconn, Pegatron et d'autres grandes entreprises jouant un rôle dans le commerce des téléphones portables. Ces deux initiatives ont un certain nombre de points communs, notamment l'engagement volontaire des entreprises. Elles ont aussi créé ensemble le programme intitulé « Conflict-Free-Smelter », qui doit permettre d'assurer plus de transparence parmi les sous-traitants de matières premières particulièrement sensibles, comme le tantale, le tungstène, l'étain et l'or (www.conflictfreesmelter.org).

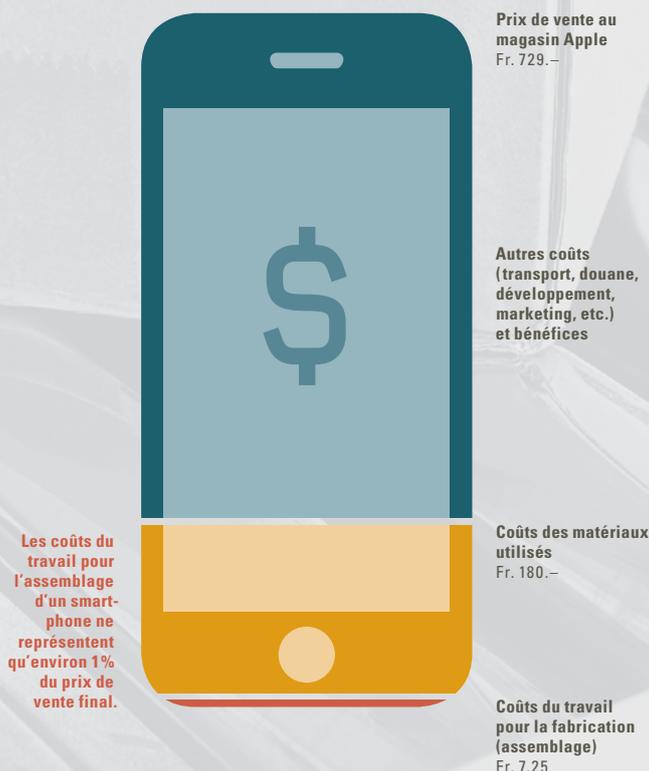
Les principaux fabricants de téléphones portables en 2012



Source : www.gartner.com, février 2013.

Répartition des coûts d'un iPhone

iPHONE 5 (16 GB)



Source : www.apple.com, www.isuppli.com.

4

Consommation

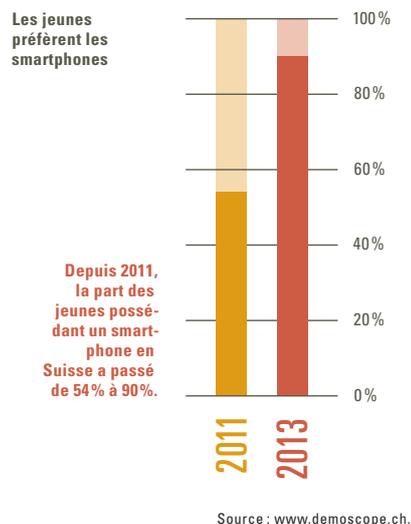
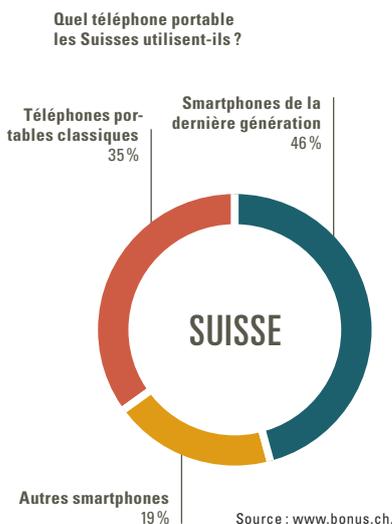
Le portable, moteur du développement?

Qui parmi nous peut encore imaginer vivre sans téléphone portable ? En très peu de temps, ce dernier est devenu un outil indispensable qu'on ne quitte jamais. Il s'est répandu dans le monde entier plus vite que toutes les autres technologies avant lui.

— Les téléphones portables nous facilitent considérablement la vie : un seul appareil de poche permet de communiquer, de prendre des photos, de faire des films, de surfer sur l'internet, de se divertir ou encore d'écouter de la musique. Sans téléphone portable, difficile aujourd'hui d'accéder à certaines prestations. En outre, dans de nombreuses professions, avoir un téléphone portable est désormais une obligation.

A présent, les smartphones sont en train d'évincer les téléphones portables classiques, qui ne permettent « que » de téléphoner et d'envoyer des SMS. Les téléphones portables se sont aussi répandus très rapidement dans les pays pauvres. Là où, il y a seulement quelques années, il n'y avait qu'une seule ligne fixe pour un village entier (si toutefois il y en avait une), chaque famille possède désormais un ou plusieurs téléphones portables. Celui qui ne peut pas s'en acheter un en loue un.

Malgré l'insuffisance de la couverture du réseau, les problèmes d'approvisionnement électrique et le manque d'argent pour acheter du crédit, qui restent des obstacles importants dans de nombreuses régions défavorisées, le téléphone portable a une énorme importance dans les pays qui ont peu d'infrastructures. Il facilite non seulement la communication entre les membres des familles qui sont loin les uns des autres, mais permet aussi de verser ou de recevoir de l'argent. Certains l'utilisent aussi pour s'informer des prix du marché ou demander des conseils médicaux, par exemple. En outre, des fonctions et des services, comme les SMS, Twitter ou la caméra, jouent un rôle important pour mobiliser la population à participer à des mouvements sociaux, comme cela a été le cas lors du « printemps arabe ». En Egypte, avant ces événements, seulement un tiers de la population avait accès à l'internet, alors que les deux tiers possédaient un téléphone portable.



Nombre de téléphones portables pour 100 habitants



En **1978**, les PTT ont mis en service, avec le « Natel A »,

le premier réseau de téléphonie **mobile** en Suisse.

A

Transfert d'argent au moyen d'un téléphone portable

Colombie

Mettre du crédit sur le téléphone portable de quelqu'un d'autre, recevoir de l'argent de l'étranger, payer ses courses ou sa facture d'électricité – tout cela est possible sans compte bancaire mais avec un téléphone portable. En Colombie, où seulement environ 26% de la population a un compte bancaire, mais 90% possède un téléphone portable, tout cela est possible grâce à DaviPlata, un service offert par la banque Davivienda (www.daviplata.com). Il y a tout de même certaines restrictions : le montant des transactions est limité et, pour ouvrir un compte épargne mobile, il faut soit avoir un crédit de départ, soit pouvoir prouver qu'on dispose d'un revenu régulier ou d'une fortune suffisante. Le compte peut être ouvert directement par téléphone, il n'y a pas besoin de se rendre à la banque, ce qui permet aux personnes vivant dans des endroits reculés de gagner un temps précieux. Deux ans après la mise en service de DaviPlata, on dénombre 1,4 million d'utilisateurs. Des projets similaires existent dans d'autres pays d'Amérique latine, au Kenya, en Afrique du Sud ainsi qu'aux Philippines.

B

Ushahidi : observer les droits humains au moyen d'un téléphone portable

Kenya

Ushahidi est une entreprise de technologie à but non lucratif qui s'est spécialisée dans le développement de logiciels gratuits permettant de collecter et de partager des informations relatives aux droits humains. A l'origine, Ushahidi était un site internet sur lequel des militants documentaient, en temps réel, les affrontements violents après les élections présidentielles de 2008 au Kenya. Des messages et des images provenant de tout le pays pouvaient être envoyés sur la plateforme par téléphone portable; ils étaient ensuite visibles sur une carte. Depuis, la Banque mondiale, l'ONU et Al Jazeera se sont mis à utiliser les logiciels d'Ushahidi. En 2010, ces logiciels ont aussi été utilisés à Haïti pour coordonner les secours après le tremblement de terre dévastateur (www.usahidi.com).

C

*1677 : un numéro d'information pour les paysans

Thaïlande

En Thaïlande, les paysans peuvent appeler le numéro *1677 pour obtenir des informations sur des produits comme le riz, les fruits et les légumes mais aussi sur l'élevage de bétail ou la pisciculture (1667 Farmer Information Superhighway). Le projet est porté par le fournisseur de services de télécommunication thaïlandais Dtac, en collaboration avec une fondation pour l'agriculture durable. Les paysans et les paysannes obtiennent, par ce biais, des conseils en matière de production, des idées pour augmenter le rendement de leurs cultures et des astuces pour réduire leurs besoins en engrais. Environ 200 000 personnes utilisent aujourd'hui ce service.



Nombre de téléphones portables pour 100 habitants

Evolution en dix ans dans une sélection de pays

■ 2002
■ 2007
■ 2012

5

Elimination/recyclage

Un énorme gaspillage

En raison de notre mode de consommation, la quantité de déchets électroniques produite augmente très rapidement. Seule une toute petite partie des appareils usagés est recyclée; la grande majorité termine dans des dépotoirs ou des décharges dans les pays en développement ou les pays émergents, provoquant des problèmes sanitaires et environnementaux.

— L'Europe est dépassée par la masse toujours croissante de déchets électroniques produite – environ 10 millions de tonnes par an. Les appareils qui ne sont plus utilisés – téléviseurs, ordinateurs, téléphones, imprimantes, etc. – sont entreposés dans des décharges ou envoyés dans des pays en développement. La Convention de Bâle, entrée en force en 1992, interdit l'exportation de déchets dangereux dans les pays qui ne sont pas membres de l'OCDE. Pourtant, des milliers de tonnes d'appareils usagés atterrissent en Chine, en Inde ou en Afrique de l'Ouest.

Bien souvent, ces déchets illégaux sont exportés avec des appareils qui fonctionnent encore pour échapper aux inspections. Au Ghana, l'une des principales destinations des appareils électroniques de seconde main, un tiers des appareils importés en 2009, soit environ 40 000 tonnes, n'était plus en état de fonctionner. Les habitants des pays en développement et des pays émergents ont fait des déchets électroniques une source de revenus. Dans les décharges, ils trient, démontent ou réparent pour revendre ce qui peut être réutilisé. La plupart du temps, les personnes qui travaillent dans le secteur informel du recyclage

ne connaissent pas les dangers qu'ils encourent ni les outils qui permettraient de traiter les déchets en limitant les risques. On observe toutefois aussi une professionnalisation du recyclage dans les pays en développement.

Une grave menace pour la santé et l'environnement

Le plus souvent, ce sont des familles ou de petites entreprises qui démontent les vieux appareils avec des moyens rudimentaires. Les travailleurs brûlent les câbles isolants pour pouvoir récupérer le cuivre, utilisent des bains d'acide pour libérer les métaux ou font chauffer les circuits imprimés directement sur des feux pour isoler l'or. En recourant à de telles techniques, ils produisent des vapeurs hautement toxiques et libèrent des métaux lourds dangereux ou de la dioxine (qui est cancérigène). Conséquences: irritation des yeux et des voies respiratoires, maladies cutanées, atteinte irréversible aux organes et au système nerveux. Les matériaux qui restent sont souvent entreposés à l'air libre dans des décharges non autorisées, où ils polluent les sols. La population locale est aussi menacée du fait que les polluants contaminent les sols d'où ils tirent leur eau et leur nourriture.

Les enfants particulièrement exposés

Les substances toxiques sont surtout dangereuses pour les enfants. Selon une étude du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en Afrique de l'Ouest, des enfants travaillent dès

Dans le monde, moins de 3% des téléphones portables usagés

sont ramenés à des points de recyclage.

En Suisse, la proportion de téléphones portables recyclés était de 20% en 2011.

Les appareils recyclés contenaient quelque 20 kg d'or et plus de 100 kg d'argent.

Photo : Nyami Quarame/Panos



12 ans au tri et au démontage des déchets électroniques. Les plus petits (5 ans) participent aux tâches les plus faciles, comme trier les différents matériaux ou démonter de petites pièces. Or, les enfants sont beaucoup plus sujets à la contamination par des substances dangereuses. En outre, ils ont moins conscience des dangers et prennent dans leurs mains ou portent à leur bouche des objets que des adultes ne toucheraient pas. Dans de nombreux cas, la contamination par des substances toxiques a des répercussions sur le cerveau ou le système nerveux des enfants et nuit gravement à leur développement.

Taxe de recyclage en Suisse

Contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays de l'UE, en Suisse, depuis 1998, les commerçants et les importateurs doivent reprendre les appareils électroniques et les éliminer adéquatement. Le retraitement de ces appareils est financé par une taxe de recyclage prélevée directement à la vente de produits neufs.

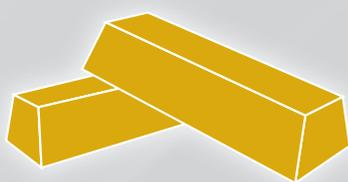
A

« J'ai tout le temps mal à la tête, j'ai les yeux qui piquent, je tousse et je ressens comme une brûlure dans les voies respiratoires. Lorsque je n'en peux plus, je m'achète des antidouleurs avec ce que je gagne. On peut en acheter ici, à la décharge. »

Frank, 12 ans, travaille dans une décharge pour appareils électroniques à Accra, au Ghana.

La valeur des téléphones portables non utilisés

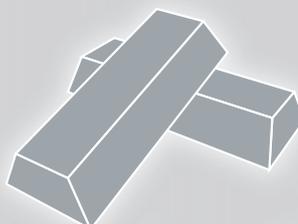
Dans les quelque 8 millions de téléphones portables qui dorment dans des tiroirs, en Suisse, se cachent plus de 330 kilos d'or et presque deux tonnes d'argent. Au cours actuel des métaux*, cela représente près de 15,4 millions de francs.



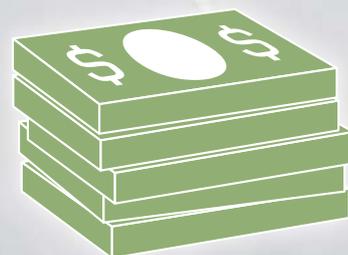
330 kg
Or

+

2000 kg
Argent



=



15,4 mio de fr.
Valeur

*Cours de l'or et de l'argent (finanzen.net, 22 octobre 2013).

Source : swicorecycling.ch, Rapport d'activité 2011.

6

Comment agir?

Tous les acteurs sont concernés

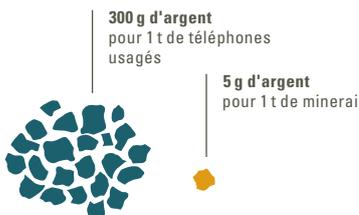
Les violations des droits humains et les dommages environnementaux sont monnaie courante tout au long du cycle de vie des téléphones portables : de l'extraction des matières premières jusqu'à la destruction du produit fini, en passant par sa fabrication. Tous les acteurs sont concernés, les autorités politiques doivent exiger le respect des droits humains sur l'ensemble de la chaîne de production et les entreprises doivent assumer leur responsabilité sociale et environnementale.

— Quel rôle doivent jouer les différents acteurs pour que les violations des droits humains dans l'industrie électronique cessent? Ce qui est sûr, c'est que, d'une part, toutes les parties impliquées dans la fabrication et, d'autre part, l'ensemble des utilisateurs de téléphones portables doivent faire des efforts. Si les lois et les réglementations existantes étaient mises en œuvre, cela constituerait déjà un progrès important. C'est le rôle des politiques de veiller à ce que les standards sociaux et environnementaux soient respectés dans toute la chaîne de création de valeur des téléphones portables.

Indépendamment du comportement des Etats, les entreprises assument une importante part de responsabilité: elles doivent respecter

les droits humains et les lois en vigueur. Elles doivent aussi examiner soigneusement les risques de violation des droits humains et agir en conséquence. Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies l'a confirmé en acceptant à l'unanimité, en 2011, les principes directeurs proposés par John Ruggie, rapporteur spécial sur les droits humains et les entreprises.

Puisque les coûts salariaux ne constituent qu'une toute petite partie du prix de vente des téléphones portables, augmenter les salaires des ouvriers jusqu'au niveau du salaire de subsistance ne provoquerait qu'une faible hausse des coûts de fabrication. Par ailleurs, on peut se demander s'il ne faudrait pas privilégier des modèles commerciaux qui favorisent une plus longue durée de vie des téléphones portables. Lors du développement d'un nouveau téléphone portable, il faudrait veiller à ce qu'aucune substance chimique toxique ne soit utilisée, à ce que les appareils puissent fonctionner le plus longtemps possible et à ce que les pièces défectueuses puissent être changées ou réparées (certains projets vont dans ce sens, voir par exemple *phonebloks.com*). Les opérateurs devraient proposer des contrats qui offrent des avantages aux clients qui gardent longtemps leur téléphone ou faire en sorte, au moyen de systèmes de leasing ou de consigne, que tous les vieux téléphones leur soient rapportés.



Urban Mining : nos déchets ont de la valeur

Le concept d'« Urban Mining » veut attirer l'attention sur le fait que les zones urbaines peuvent aussi être considérées comme une forme de « mines », dont on peut extraire de nombreuses matières premières. On pense avant tout aux métaux rares contenus dans les appareils électroniques qui pourraient être réutilisés. Le potentiel est énorme : aujourd'hui, la concentration de métaux précieux dans les déchets électroniques est souvent plus importante que dans les minerais d'origine naturelle. Ainsi, on peut extraire environ 5 grammes d'argent d'une tonne de minerai, alors qu'une tonne de téléphones portables en contient... 300 grammes, voire plus.



Le premier « Fairphone » a encore des progrès à faire

Le smartphone Android de l'entreprise néerlandaise Fairphone doit prouver que des améliorations sont possibles dans la fabrication des téléphones portables. En 2013, 25 000 appareils ont été mis en vente. L'étain et le tantale qui sont utilisés pour fabriquer ces appareils proviennent, certes, des mines de RDC, mais les revenus de ces mines ne servent pas à financer les conflits. Le montage du Fairphone se fait dans une usine en Chine. Les travailleurs et les travailleuses n'ont, bien entendu, pas le droit d'organisation (comme partout en Chine), mais un fonds doit garantir que les employés touchent un salaire adéquat. En outre, pour chaque téléphone vendu, Fairphone verse

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

A

Utiliser mon téléphone portable aussi longtemps que possible et en faire cadeau à quelqu'un, si je ne l'utilise plus.

B

Faire réparer mon smartphone plutôt que de le jeter : www.labonnecombine.ch (LS), classphone.ch (GE), par exemple.

C

Rapporter mon téléphone usagé au magasin ou dans un point de récupération officiel.

D

Renoncer aux offres alléchantes des opérateurs qui me proposent un nouveau téléphone gratuit et demander, à la place, un rabais sur mon contrat.

E

Demander aux entreprises qui produisent et vendent des téléphones portables quelles sont les mesures qu'elles prennent pour empêcher les violations des droits humains sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et respecter les normes internationales du travail.

Pour en savoir plus :

www.ladb.ch/portables

3 euros pour des projets dans des pays où il n'existe encore aucun système sûr pour le recyclage des déchets électroniques.

Il reste encore un long chemin à parcourir avant que le Fairphone ne mérite véritablement son nom, car on ne connaît pas l'origine de la plupart des matières premières (comme pour les autres téléphones portables). L'initiative de l'entreprise néerlandaise, qui est née d'une campagne contre l'usage de minéraux issus de pays en conflit dans les appareils électroniques, montre toutefois qu'il est possible de prendre peu à peu le contrôle de la chaîne d'approvisionnement (www.fairphone.com).

Environ les deux tiers de la population mondiale possède un téléphone portable. En 2012, quelque 1,7 milliard de téléphones portables ont été vendus de par le monde, dont 2,8 millions en Suisse. Ces petits appareils font désormais partie intégrante de notre quotidien. Pourtant, leur fabrication pose de nombreux problèmes : violations des droits humains, dégâts sanitaires et dommages environnementaux sont monnaie courante tout au long du cycle de vie des téléphones portables – de l'extraction des métaux précieux qu'ils contiennent jusqu'à l'élimination des appareils, en passant par leur assemblage. Ce numéro spécial de la revue *Solidaire* met toute la chaîne d'approvisionnement sous le feu des projecteurs et attire l'attention sur les mesures qui doivent être prises.

«Vers un développement Solidaire» Téléphone portable: Objet pratique – pratiques abjectes Numéro spécial n° 231 – janvier 2014 – ISSN 1661-1357 – Tirage 9000 exemplaires Edité par la Déclaration de Berne, avenue Charles-Dickens 4, CH-1006 Lausanne, tél. +41 (0)21 620 03 03, fax +41 (0)21 620 03 00, info@ladb.ch, www.ladb.ch Dossier réalisé par Flurina Doppler en collaboration avec Franziska Schmidlin Editeur responsable Raphaël de Riedmatten en collaboration avec Susanne Rudolf Lectorat Christiane Droz, Lausanne Graphisme Clerici Partners Design, Zurich Impression Groux arts graphiques SA, Le Mont-sur-Lausanne. Imprimé sur papier recyclé. Prix de vente 6 fr.

La revue «Vers un développement Solidaire» paraît six fois par année.
Cotisation/abonnement 60 fr. par an. Pour faire un don : CP 10-10813-5

La Déclaration de Berne est une association suisse qui s'engage pour des relations Nord-Sud plus équitables par des campagnes d'information et de lobbying auprès des décideurs. Elle est financièrement et politiquement indépendante.